

AHMED OUYAHIA À BLIDA :

«Nos élus locaux ont terminé leurs mandats, les mains propres»

«Pour le mandat 2007-2012, les électeurs blidéens n'avaient pas trop fait confiance aux élus RND qui n'avaient pas gagné beaucoup de sièges. Toutefois, nos élus locaux ont terminé leurs mandats, les mains propres.»

C'est avec force allusions qu'Ahmed Ouyahia tentera de mettre en avant, lors du meeting qu'il a animé hier à Blida, la crédibilité de ses candidats, sachant que plusieurs maires FLN de la ville des Roses ont été éclaboussés par des affaires de justice.

Le secrétaire général du RND n'a pas manqué de rendre hommage aux moudjahidine car, pour lui, c'est grâce à eux que l'Algérie est libre et indépendante et que lors de la décennie noire, ce sont toujours eux, insistera-t-il, qui ont sauvé le pays d'une dérive certaine.

Il rappellera les années du terrorisme lors desquelles, Blida, pour organiser le festival du hawzi en

1997, dira-t-il, a été contrainte de se rabattre sur une salle des fêtes appartenant à l'armée en raison de l'insécurité qui y régnait.

«Dans les années 1997-1998, on pleurerait nos morts tués dans les génocides et aucun pays ne s'est apitoyé sur notre sort. Au contraire, l'Occident exigeait des enquêtes au nom de la protection des peuples et des libertés mais, Dieu merci, nous sommes sortis de cette crise», martèlera le premier responsable du RND, avant d'ajouter : «Si réellement, la protection des peuples et des libertés était la motivation de ces pays, ils l'auraient bel et bien fait à Ghaza où journalièrement, des enfants et des femmes meurent sous les

bombes des Israéliens.» Ouyahia reviendra sur les raisons de la célébration du 50^e anniversaire de l'Indépendance durant toute une année. «C'est pour que nous sachions d'où nous sommes venus, où nous sommes arrivés et ce qu'il nous reste encore à réaliser», dira-t-il.

Il donnera l'exemple de la wilaya de Blida qui, à l'indépendance, n'avait que deux lycées, l'un dans la ville des Roses et l'autre à Boufarik.

«En 1962, nous ne connaissions pas le gaz naturel, aujourd'hui, il est présent dans presque toute la wilaya, celle-là même qui ne possédait à cette époque que deux hôpitaux», rappellera Ouyahia.

Il terminera en disant que l'Algérie doit être bâtie par les Algériens eux-mêmes et que ce sont eux qui doivent la protéger.

M. B.



Ahmed Ouyahia.

Photo : Samir Sid

AMARA BENYOUNÈS À MASCARA :

«Nous sommes musulmans, démocrates et républicains»

Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien a animé, ce samedi, un meeting à la salle El Feth de Mascara.

Les organisateurs avaient mis les bouchées doubles et la salle s'avérait trop exigüe pour contenir les militants et sympathisants. Le MPA avait fait sensation lors des dernières législatives et Benyounès le rappellera en ajoutant que son parti faisait peur à certains.

Là, il fera allusion au premier responsable d'un parti qui avait déclaré que le mouvement était une formation de «chkara». «Le-sommes-nous, demandera-t-il aux présents, vous qui avez élu nos députés ? Vous connaissez ceux qui travaillent et ceux qui volent, poursuivra-t-il, nous n'avons aucune prétention si ce n'est celle de gérer vos difficultés quotidiennes dans la sérénité. Nous n'avons de leçon à recevoir de

personne, sur tous les plans. Nous sommes musulmans, démocrates et républicains et avons soutenu le programme du président par conviction, déclare Benyounès, nous ne sommes animés que par un désir, servir le pays, «l'Algérie avant tout», comme l'avait déclaré le défunt président Boudiaf, lance-t-il.

Et de poursuivre : «L'Algérie est le seul pays au monde à avoir vaincu militairement le terrorisme fondamentaliste et nous sommes différents de tous les peuples arabo-musulmans». Il rendra hommage aux forces de sécurité, patriotes et gardes communaux qui ont permis que l'Algérie soit ce qu'elle est aujourd'hui, dira-t-il.

Il évoquera également les présidents Liamine Zeroual et Ali Kafi qui vivent aujourd'hui dans la sérénité, libres et ne sont ni exilés ni sous résidence surveillée comme dans d'autres pays arabes. «L'Algérie fait des envieux», clame-t-il. La situation dans le monde arabe sera aussi

passée en revue quand il dira : «Nous ne risquons pas d'être atteints par le printemps arabe, car nous sommes le printemps algérien. Ils veulent instaurer la démocratie dans le monde arabe, mais laquelle, s'interroge-t-il. Celle de François Hollande, d'Obama ou de Cameron ? Non Messieurs, regardez ce qu'ils veulent faire de la Syrie en armant une pseudo-armée libre», reprendra-t-il sur ce qu'il qualifie d'ingérence.

Il terminera par le Mali, pays avec lequel nous possédons 1 000 km de frontière commune, dit le leader du MPA, opposé à toute intervention militaire qui aurait des répercussions sur l'Algérie. Il terminera en revendiquant la libération sans condition des diplomates détenus à Gao. Côté participation aux élections, le MPA sera présent au niveau de 37 communes avec également une liste APW.

M. Meddeber

ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE PROCHAIN

Le Parti des travailleurs met en garde contre la fraude

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, met en garde contre la fraude aux prochaines élections locales.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Selon Louisa Hanoune, le FLN se prépare pour la fraude aux élections locales du 29 novembre prochain. «Sinon, comment expliquer les affirmations du secrétaire général du FLN qui table sur la plus grande majorité des APC (Assemblées populaires communales, ndlr) à travers le territoire national ?», s'interroge-t-elle.

Intervenant hier lors d'un rassemblement tenu à la salle Atlas de Bab-El-Oued, à Alger, la SG du PT a ainsi mis en garde contre la fraude. «Nous avons la possibilité de rafler plusieurs APC, notamment à Alger, à condition qu'il n'y ait pas de fraude», assure-t-elle.

Elle a, en outre, déploré que les élections législatives du 10 mai dernier aient été un rendez-vous «raté». «Les résultats ont été falsifiés et le PT a été délesté de deux tiers des sièges obtenus, au profit du FLN (Front de libération nationale) et du RND (Rassemblement national démocratique). Sur nos quatorze sièges obtenus à Alger, nous n'avons eu droit qu'à la moi-

tié, soit 7 sièges», dira-t-elle. Elle s'interroge sur le fait que le gouvernement n'ait pas pris en considération toutes les recommandations de l'Union européenne et celles de la Commission nationale de surveillance des élections.

Louisa Hanoune rappellera que sa formation politique est présente avec 43 listes à Alger. S'opposant au «nomadisme politique», elle

dira : «Nos listes ne comprennent ni des personnes étrangères à notre parti ni des candidatures achetées, comme l'ont fait certains partis politiques.»

Plaidant pour une «mutation démocratique», elle dira que les réformes initiées par le président de la République ont échoué car : «les députés du FLN et du RND ont vidé les lois portant sur ces

réformes de leur contenu et de leur sens». Par ailleurs, elle a estimé que les différentes rencontres et meetings tenus par son parti depuis le début de la campagne électorale ont été une grande réussite. «Le PT est le premier parti de mobilisation militante et populaire. C'est le pôle de la recomposition», conclut-elle.

R. N.

MAHMOUD RECHIDI, PORTE-PAROLE DU PST, À BÉJAÏA :

«Le changement en Algérie est inévitable»

Le secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs (PST), Mohamed Rechidi, a animé hier un meeting à la Maison de la culture de Béjaïa.

D'emblée, l'orateur a tenu à rappeler que l'engagement de son parti dans ces locales vise à utiliser cette tribune électorale pour «s'exprimer». «Faire entendre nos voix, celles des travailleurs, les pauvres, les chômeurs», clame-t-il avant d'appeler à un vote pour les candidats de son parti «pour faire entendre la voix de la majorité».

Le porte-parole du PST s'est dit convaincu que le changement n'interviendrait pas à travers les urnes mais par «la construction de nouveaux rapports de force», tout en s'élevant contre les orientations économiques du gouvernement qui

serviraient, selon lui, «les intérêts des minorités capitalistes». Evoquant le rejet de la liste du PST à l'APC de Barbacha conduite par le maire sortant Akrouf Mohand Saddek, M. Rechidi a déclaré que le «wali de Béjaïa s'était substitué au peuple en rejetant une liste qui avait pourtant cartonné lors des dernières législatives. Ce rejet se voulait une réponse au maire de Barbacha qui n'était pas à ses côtés mais aux côtés de la population». M. Rechidi a appelé dans la foulée à accorder de «larges prérogatives» aux assemblées élues pour répondre «aux préoccupations

sociales». Dans son intervention, l'orateur soutiendra que le changement en Algérie est «inévitable au vu de ce bouillonnement de toutes les couches de la société qui ne peuvent pas continuer à payer à chaque fois les errements des décideurs». M. Rechidi a conclu sa visite électorale à Béjaïa par un appel au vote en faveur des candidats de son parti qui «sont des militants connus de tous», a-t-il précisé. Il convient de noter que le PST s'engage dans la bataille électorale pour ces locales du 29 novembre avec deux listes aux APC de Barbacha et Adekar et une liste à l'APW, conduite par l'universitaire et syndicaliste du Cnes, Aïssat Kamel.

A. K.

MOHCÈNE BELABBÈS,
PRÉSIDENT DU RCD,
À BÉJAÏA :

«Les décideurs ne se préoccupent que de la rente pétrolière aux fins d'en détourner une grande partie»

«Le temps des colons est révolu. Un maire n'est pas un bachagha mais un responsable qui se doit de veiller au bien-être de ses concitoyens (...) Il doit se mettre au service de la collectivité et non se servir», a déclaré, de prime abord, Mohcène Belabbès, lors d'un meeting électoral animé hier à la Cinémathèque de Béjaïa. S'adressant à une foule nombreuse de militants et sympathisants, le leader du RCD, qui effectue sa troisième visite électorale dans la wilaya de Béjaïa en l'espace d'une semaine, a rappelé en citant l'exemple des municipalités gérées par son parti, qu'elles sont les seules où les élus rendent compte de leur gestion à la population. «Nous sommes le seul parti qui exige de ses élus un bilan de leurs activités», a-t-il soutenu. Toujours dans le même registre des prochaines locales, le successeur de Sadi à la tête du Rassemblement a fustigé les nouveaux codes communal et de wilaya qui accordent «plus de prérogatives au chef de daïra et au wali qu'à l'élu». «C'est à l'élu que le peuple peut demander des comptes et non au commis de l'État qui est désigné», dira-t-il. L'orateur a appelé dans son intervention les citoyens à s'impliquer dans l'activité politique pour défendre leurs droits. «L'activité politique n'est pas une chose nouvelle dans nos villages. Elle constitue un moyen pour se concerter et trouver des solutions à nos problèmes», a indiqué Mohcène Belabbès, fustigeant le pouvoir qui «a failli à sa mission de bonne gouvernance». «Nos gouvernants n'ont aucune vision ni stratégie de développement. Dans quelques années, nous aurons un taux de natalité de un million par année. Si on n'utilise pas cette embellie financière du pays pour créer des postes de travail, des places pédagogiques et des écoles pour nos enfants, on risque de sombrer dans le chaos», dira, en substance, l'orateur. Continuant à lancer une volée de bois vert en direction du pouvoir, le président du RCD soulignera que «les décideurs ne se préoccupent que de la rente pétrolière aux fins d'en détourner une grande partie». «Même les Occidentaux s'étonnent comment un pays aussi riche est resté à la traîne du développement», poursuit, sur sa lancée, Mohcène Belabbès. Le leader du RCD estime que le pouvoir algérien n'a «rien à envier aux autres régimes dirigés par Ben Ali, Moubarek, El Kaddafi et El Assad». Parlant toujours de la mauvaise gouvernance du pays, l'orateur, en mettant en exergue «les relations tendues avec des pays voisins», conclut sur un ton ironique, qu'ils ont «même réussi le consensus à dresser tout le monde contre eux».

A. K.